M.E.S., Numéro 143, Septembre – Octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

NÉO-PATRIMONIALISME ÉLECTORAL ET RECOMPOSITION DES ALLÉGEANCES COMMUNAUTAIRES AU SANKURU :

pour une lecture politico-sociologique des tensions à l'épreuve des urnes

par

Gilbert OKOKO KALONDA
Chef de Travaux, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa

Résumé

L'article analyse le néo-patrimonialisme électoral au Sankuru en République démocratique du Congo, en montrant comment les élections locales deviennent des instruments de recomposition des allégeances communautaires. S'appuyant sur une démarche qualitative (entretiens, observations, documents électoraux), l'auteur montre que les scrutins fonctionnent moins comme des compétitions démocratiques que comme des mécanismes de redistribution patrimoniale. Les candidats mobilisent leurs réseaux lignagers, religieux et coutumiers pour capter les votes, transformant l'élection en banquet clientéliste. Le vote, fortement ethnicisé et territorialisé, ravive les tensions communautaires et fragilise la cohésion sociale. Le clientélisme électoral accentue la fragmentation des communautés et nourrit la défiance envers les institutions. Cependant, l'émergence de nouveaux acteurs sociaux (jeunes, femmes, diaspora) ouvre des perspectives de recomposition politique.

L'auteur plaide pour une éducation civique contextualisée, la restructuration du débat public autour des projets de société et une citoyenneté inclusive. Il conclut que le scrutin congolais demeure un révélateur des tensions sociales et une arène de pouvoir néo-patrimoniale, mais aussi un possible levier de réinvention démocratique locale.

Mots – clés : *néo-patrimonialisme électoral, allégeances communautaires, lecture politico-sociologique, Sankuru, RD Congo*

Abstract

The article analyzes electoral neo-patrimonialism in Sankuru in the Democratic Republic of Congo, showing how local elections become instruments for recomposing community allegiances. Drawing on a qualitative approach (interviews, observations, electoral documents), the author shows that the polls function less as democratic competitions than as mechanisms for patrimonial redistribution. The candidates mobilize their lineage, religious, and customary networks to capture votes, transforming the election into a clientelist banquet. The vote, heavily ethnicized and territorialized, rekindles community tensions and weakens social cohesion. Electoral clientelism exacerbates the fragmentation of communities and fuels distrust toward institutions. However, the emergence of new social actors (youth, women, diaspora) opens up prospects for political recomposition.

The author advocates for contextualized civic education, the restructuring of public debate around societal projects, and inclusive citizenship. He concludes that the Congolese election remains a reflection of social tensions and a neo-patrimonial power arena, but also a possible lever for local democratic reinvention.

Keywords : *electoral neo-patrimonialism, community allegiances, socio-political reading, Sankuru, DR Congo*

INTRODUCTION

Dans le monde contemporain, la démocratie libérale est comprise comme le régime politique le plus accepté.[1] Elle séduit même une bonne partie des peuples, malgré les alertes fustigeant la fatigue et le recul constant du modèle démocratique et annonçant le triomphe des autocrates qui bafouent les libertés publiques et le droit international[2]. Dès lors, elle semble faire preuve d'irréversibilité. Sa propagation depuis la chute du mur de Berlin n'est plus à démontrer, en dépit de sa tropicalisation selon les réalités culturelles propres que d'autres peuples peuvent réfuter et contester. D'ailleurs, son triomphe planétaire a incité Francis Fukuyama à décréter « la fin de l'histoire »[3].

Le processus électoral, loin d'être un simple mécanisme procédural de désignation des gouvernants, constitue le produit d'une histoire politique marquée par des ruptures, des compromis et des reconfigurations

[1] Serge Berstein, « La diffusion de la démocratie libérale dans le monde au début du XXe siècle », in Serge Berstein (dir), *La démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998, pp.375-420.

[2] Le rapport 2024 de l'ONG américaine Freedom House, qui quantifie le degré de liberté par pays, pointe la dégradation des droits politiques et des libertés civiles dans 54 pays. Ce sont principalement les manipulations électorales et les violences au moment des scrutins qui contribuent à la détérioration des démocraties dans le monde. Voire aussi : OIF, *Rapport 2024 sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone Les processus démocratiques dans l'espace francophone*, Direction de la communication, Paris, 2024.

[3] Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, (traduction française), Paris, Ed. Flammarion, 1992.

institutionnelles[4]. En théorie, l'élection remplit une double fonction : elle permet, d'une part, l'expression de la souveraineté populaire à travers le choix des dirigeants, et, d'autre part, elle fonde la légitimité du pouvoir dans un cadre de compétition régulée[5]. Cependant, dans nombre de contextes africains, et en particulier en République démocratique du Congo, elle s'apparente moins à un rituel de consolidation démocratique qu'à une arène de contestation, révélant les tensions latentes entre ordre institutionnel formel et logiques de pouvoir informelles.

De l'accession du Général Mobutu au pouvoir en 1965 jusqu'à l'avènement de Joseph Kabila en 2001, la trajectoire congolaise fut jalonnée de coups de force, de guerres civiles, de transitions avortées et de bricolages institutionnels improvisés[6]. Dans cette séquence troublée, le recours aux élections comme mécanisme de régulation politique fut longtemps supplanté par des modes de légitimation fondés sur la personnalisation du pouvoir, le contrôle coercitif et les arrangements clientélistes.

Le tournant majeur s'opère au début des années 2000, lorsque la recherche d'un compromis politique global (sous la pression conjuguée de la communauté internationale, des acteurs armés internes et des forces politiques fragmentées) aboutit au Dialogue intercongolais de Sun City, en Afrique du Sud, en 2002. Plus qu'une négociation technique, cet événement a constitué ce que l'on pourrait qualifier, à la suite de René Lemarchand[7], de « pacte de partage du pouvoir » : un accord consensuel destiné à suspendre les hostilités en échange d'un accès garanti aux positions d'autorité. La formule institutionnelle dite du « 1+4 » — un président assisté de quatre vice-présidents issus des principales composantes belligérantes — a ainsi donné naissance à une architecture politique hybride, oscillant entre logique de coalition et gestion patrimoniale de l'État[8]. Ce compromis, largement soutenu par les bailleurs internationaux et encadré par les Nations unies (via la MONUC), n'avait pas pour finalité première la démocratisation, mais la pacification. L'élection y fut envisagée non pas comme le point de départ du processus politique, mais comme son aboutissement : une « récompense symbolique » permettant de clôturer la transition[9]. À partir des scrutins de 2006 — suivis de cycles électoraux en 2011, 2018 et 2023 — La RDC a acquis une certaine régularité électorale, mais sans pour autant résoudre la tension constitutive entre légitimité procédurale et légitimité négociée.

De ce fait, les scrutins en République démocratique du Congo se tiennent dans un contexte politique et social où se conjuguent héritages coloniaux, faiblesse des institutions publiques et fortes logiques de dépendance clientéliste. Dans de nombreuses provinces, les élections articulent des jeux de pouvoir locaux et des dynamiques nationales : elles sont à la fois des moments de légitimation formelle et des occasions de redistribution matérielle et symbolique. La province du Sankuru, avec sa sociologie particulière — affinités lignagères, patronages locaux et dispositifs de médiation coutumière —, constitue un observatoire pertinent pour saisir comment le néo-patrimonialisme se réinvente au contact du vote et restructure les allégeances communautaires.

Cet article propose d'analyser les mécanismes par lesquels le néo-patrimonialisme électoral façonne et recompose les allégeances communautaires au Sankuru, et d'éclairer la manière dont les enjeux de capture clientéliste et de redistribution influent sur la conflictualité électorale locale.

Il s'agit donc de se questionner : comment les dynamiques néo-patrimoniales se manifestent-elles au cours des scrutins au Sankuru, et en quoi ces mécanismes reconfigurent-t-ils les appartenances et rivalités communautaires, produisant des formes nouvelles — ou renouvelées — de tensions politiques à l'épreuve des urnes ? Autrement dit, quelles pratiques de captation, quelles sollicitations de loyautés et quels dispositifs de légitimation accompagnent la compétition électorale, et quelles sont leurs conséquences sur la cohésion sociale locale ?

---

[4] P. Rosanvallon, *La légitimité démocratique*, Paris, Editions du Seuil, 2008 ; P. Quantin, « Les élections en Afrique : entre rejet et institutionnalisation », Centre d'Etude d'Afrique Noire / I.E.P de Bordeaux.

[5] D. Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, 2ème édition, Montchrestien, 1996, p.7 ; J. Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, 3ème édition, Presses de sciences Po et Dalloz, 1997, p.330.

[6] G. Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, London, Zed Books, 2002; F. Reyntjens, *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996–2006*, Cambridge University Press, 2009.

[7] R. Lemarchand, *African Kingships in Perspective*, Boulder, Lynne Rienner, 1997.

[8] D. Tull & A. Mehler, « The Hidden Costs of Power-Sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa », *African Affairs*, vol. 104, n°416, 2005, pp.375–398 ; P. Englebert & D. Tull, « Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States », *International Security*, Vol.32, n°4, 2008, pp.106-139.

[9] G. De Villers & J. Omasombo Tshonda, *Congo : La transition manquée*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 2005.

Nous posons l'hypothèse que l'élection, loin d'être uniquement un mécanisme de représentation démocratique, fonctionne au Sankuru comme un dispositif néo-patrimonial de redistribution (« technologie politique ») : les acteurs politiques y mobilisent clientélisme, ressources matérielles et réseaux de parenté pour capter le soutien électoral. Ce processus entraîne une recomposition des allégeances communautaires — consolidation de nouvelles clientèles, fragilisation des solidarités traditionnelles — et accroît la conflictualité locale là où l'accès aux ressources et aux postes publics est perçu comme la principale source de rente politique.

Inscrite dans une démarche qualitative, la réflexion entreprise dans ces lignes pour déchiffrer les logiques néo-patrimoniales électorales combine des entretiens semi-directifs avec acteurs politiques locaux, chefs coutumiers, représentants de la société civile et électeurs ; des observations participantes lors de campagnes électorales et de bureaux de vote ; l'exploitation de sources documentaires locales (procès-verbaux, communiqués, médias locaux) et de données quantitatives électorales (résultats par circonscription). Cette triangulation des sources permet de relier pratiques observées, discours et configurations institutionnelles, et d'objectiver les mécanismes de capture clientéliste.

Pour répondre à la problématique, cette étude s'articule en quatre principaux points. Le premier situe la grille d'analyse théorique : néo-patrimonialisme, politique du ventre et extraversion (inspirée de l'approche médarienne et bayartienne), et concepts voisins (clientélisme, champ politique). Le second retrace les enjeux des cycles électoraux de la Troisième République. Le troisième présente les résultats empiriques : typologie des pratiques néo-patrimoniales au Sankuru et dynamique de recomposition des allégeances communautaires observées durant les scrutins récents. Le quatrième point, enfin, propose des recommandations normatives et opérationnelles pour réduire la violence électorale et renforcer la responsabilité démocratique au niveau local.

I. GRILLE D'ANALYSE THÉORIQUE : NÉO-PATRIMONIALISME, POLITIQUE DU VENTRE ET EXTRAVERSION

L'analyse des dynamiques électorales au Sankuru exige une approche théorique apte à saisir les logiques profondes structurant les pratiques politiques en dehors des seules normes institutionnelles formelles. À cet effet, nous mobilisons un cadre conceptuel composite articulant le néo-patrimonialisme, la politique du ventre, l'extraversion et des catégories connexes telles que le clientélisme et le champ politique. Ces outils permettent de comprendre l'élection non comme un mécanisme procédural basique de compétition démocratique, mais comme une arène de redistribution, de captation des ressources et de recomposition des allégeances communautaires.

1.1. Le néo-patrimonialisme comme matrice de structuration du pouvoir

Le concept de néo-patrimonialisme, largement théorisé par Jean-François Médard[10] et Nicolas Van de Walle[11], désigne un mode de gouvernance hybride combinant des institutions bureaucratico-légales de type wébérien et des pratiques de domination fondées sur des relations personnelles de dépendance et de réciprocité. Dans ce modèle, l'État apparaît comme une ressource à privatiser, et la compétition politique se réduit à un combat pour le contrôle des positions permettant la redistribution des rentes.

Dans le cas du Sankuru, marqué par une intense personnalisation du pouvoir local, les scrutins fonctionnent comme des moments de renforcement ou de renversement des réseaux de patronage. L'élection devient une "épreuve de force patrimoniale", où les candidats ne se mesurent pas tant par leurs programmes que par leur capacité à mobiliser ressources, alliances lignagères et réseaux territorialisés de protection. Le vote, loin d'être un acte individuel, se négocie et se contractualise collectivement.

1.2. La politique du ventre : le pouvoir comme économie morale de la prédation

Dans son ouvrage majeur intitulé *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Jean-François Bayart[12] propose une lecture du pouvoir comme quête de ressources matérielles et symboliques à travers les institutions publiques. La métaphore de la "politique du ventre" traduit la manière dont la participation aux institutions de l'État constitue avant tout une opportunité de "manger" — c'est-à-dire de redistribuer, mais surtout de consommer les ressources publiques au profit des alliances.

Dans cette perspective, les élections prennent la forme de "banquets électoraux" où se négocie l'accès à la manne redistributive. Ce cadre permet d'interpréter les phénomènes d'achat de voix, de distribution de dons cérémoniels, ou encore de recours aux symboliques alimentaires dans les campagnes représentent autant

[10] J.-F. Médard, "L'État néo-patrimonial en Afrique noire", in J.-F. Médard (dir.) *États d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.

[11] N. Van de Walle, *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979–1999*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

[12] J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

de pratiques relevant d'une économie morale de la réciprocité, s'inscrivant dans la continuité des logiques de "don contre don"[13].

Jean-François Bayart[14] introduit par ailleurs la notion d'extraversion pour désigner la capacité des acteurs politiques africains à instrumentaliser leur position périphérique dans le système international afin d'en tirer des ressources. Cette logique est particulièrement pertinente pour comprendre la manière dont les élites électorales mobilisent des soutiens financiers, diplomatiques ou confessionnels extérieurs afin de renforcer leur légitimité locale.

Dans le Sankuru, territoire à forte présence missionnaire et dépendant des ONG et des partis nationaux pour financer la compétition électorale, l'extraversion se manifeste à travers les sollicitations de soutien auprès de leaders nationaux, de diasporas ou d'acteurs religieux extérieurs. Le candidat "pratiquant de l'extraversion" se constitue ainsi comme passeur entre ressources exogènes et redistribution endogène — condition essentielle pour être reconnu comme "capable de nourrir".

1.3. Le clientélisme comme technologie relationnelle du politique

Le clientélisme, entendu comme échange asymétrique entre un patron et ses soutiens en retour d'allégeance[15], constitue une technologie relationnelle centrale dans la reproduction des élites. Dans le Sankuru, le clientélisme ne se réduit pas à une transaction économique. Cependant, il s'inscrit dans des logiques de parenté, d'affinités confessionnelles ou d'appartenance à des milieux associatifs.

1.4. Le champ politique comme espace de lutte structurée

Enfin, nous mobilisons la notion de champ politique de Pierre Bourdieu[16], définie comme un espace structuré de positions différenciées où s'affrontent des agents dotés de capitaux inégaux. Appliqué au terrain sankurois, ce concept permet de penser l'élection comme l'arène dans laquelle se confrontent les capitaux politico-financiers, les capitaux symboliques liés à la chefferie ou à l'autorité religieuse, et les capitaux sociaux issus des réseaux communautaires.

L'articulation de ces concepts nous permet d'analyser les élections non comme un concours de préférences individuelles mais comme un processus de reconfiguration patrimoniale. Dans la suite de cette réflexion, ces outils ont été mobilisés pour interpréter les tensions communautaires non comme des résidus irrationnels, mais comme des stratégies de positionnement dans un champ politique néo-patrimonial extraverti.

II. CHRONIQUE DES ELECTIONS DE LA TROISIEME REPUBLIQUE EN RDC : CONTEXTES ET ENJEUX

L'organisation de chaque cycle électoral sous la Troisième République en République démocratique du Congo s'est systématiquement inscrite dans un environnement socio-politique dense, où se croisent héritages historiques, contraintes institutionnelles, enjeux sécuritaires et dynamiques socio-économiques. Avant d'aborder la typologie des pratiques néo-patrimoniales au Sankuru et les dynamiques de recomposition des allégeances communautaires observées durant les scrutins, il importe donc d'en rappeler les contextes structurants, afin de mieux comprendre les défis persistants qui jalonnent la trajectoire congolaise vers la consolidation démocratique.

À cet égard, Paul Bouvier et Jean Omassombo[17] soulignent, dans leur étude consacrée à la question électorale, que les élections de 2006, organisées à l'issue d'une longue période de guerre et de transition politique, étaient censées constituer une rupture fondatrice. Quelques exemples d'une telle rupture sont : avènement d'un État de droit, instauration d'un régime démocratique, retour à la paix et respect des droits humains. Elles devaient, en outre, conférer une légitimité institutionnelle aux nouvelles autorités, après plusieurs décennies de dictature, tout en ravivant les espoirs populaires d'un développement enfin centré sur les besoins et aspirations citoyennes. Ce premier cycle électoral fut encadré par la communauté internationale — via la MONUC, composée de 18 000 hommes, et le Comité international d'appui à la transition (CIAT). Sa mission consistait à veiller à la mise en œuvre des accords de paix de 2002 et à garantir la tenue effective des

[13] M. Mauss, *Essai sur le don*, Paris, PUF, 1925.

[14] J.-F. Bayart, "Africa in the World: A History of Extraversion", *African Affairs*, Vol. 99, n°395, 2000, pp.217-267.

[15] R. Lemarchand, "Political Clientelism and Ethnicity in Tropical Africa: Competing Solidarities in Nation-building", *The American Political Science Review*, n°66, Vol.1, 1972, pp.68-90.

[16] P. Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.

[17] P. Bouvier et J. Omassombo, « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in Marysse, S. et Omassombo Tshonda, J., *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.31.

élections. Il apparaît dès lors que le scrutin de 2006 avait vocation à refermer la parenthèse transitionnelle et à restituer au « souverain primaire » le monopole du pouvoir politique.

Le second scrutin de 2011 se présentait, en théorie, comme une étape de consolidation démocratique et de normalisation institutionnelle, visant — pour reprendre la formulation de Jacquemot — à assurer « la régularité du système social par un jeu de normes stables et non négociables ». Certains observateurs[18] y virent une opportunité de renforcer la culture démocratique, grâce à une participation pluraliste des acteurs politiques et au soutien renouvelé des partenaires internationaux. Pourtant, loin d'être la prolongation vertueuse du précédent cycle, ces élections furent, selon Bouvier et Omassombo[19], marquées par une tension croissante, un climat de crispation et une incertitude généralisée — traits que soulignait déjà le vice-président de la CENI, cité par les mêmes auteurs. La déception se substitua rapidement à l'espérance. Hugues Keje[20] remarque cependant que, malgré ce climat pour le moins tendu, la population demeura massivement impliquée tout au long du processus électoral. Mais, l'intensité des enjeux donna lieu à des épisodes de confrontation, de répression et de dérive autoritaire, reléguant au second plan les débats programmatiques et les visions de société qui auraient dû structurer la compétition électorale.

La troisième vague d'élections générales, prévue initialement pour 2016, ne se tint finalement que le 30 décembre 2018, après deux années de reports imputés à une crise politique aiguë survenue à la fin du second mandat de Joseph Kabila. Nombre d'analystes ont vu dans ces reports successifs la manifestation des tentatives de certains cercles du pouvoir d'ouvrir la voie à une révision constitutionnelle permettant un troisième mandat présidentiel. Afin de résoudre l'impasse, des pourparlers furent convoqués, sans déboucher sur un consensus avant la fin de 2016. Ces négociations aboutirent néanmoins à l'Accord de la Saint-Sylvestre, fixant une feuille de route pour la tenue conjointe des élections présidentielle, législatives et provinciales. Bien que la CENI ait publié un calendrier électoral en novembre 2017, fixant la date du scrutin au 23 décembre 2018, ce n'est finalement que le 30 décembre que les élections purent être organisées, en raison de contraintes logistiques. Si ce cycle électoral consacra la première alternance pacifique au sommet de l'État, il fut également conçu comme une réponse institutionnelle à la crise politique, inaugurant une cohabitation parlementaire inédite où des forces antagonistes durent apprendre à gouverner ensemble.

Le quatrième cycle électoral — organisé dans la continuité de ce nouveau paysage politique — s'inscrit dès lors dans une logique de routinisation du pluralisme et de pérennisation des habitudes démocratiques, dans l'espoir que la régularité des scrutins devienne, enfin, un pilier incontestable de la vie politique congolaise.

III. TYPOLOGIE DES PRATIQUES NEO-PATRIMONIALES ET DYNAMIQUE DE RECOMPOSITION DES ALLEGEANCES COMMUNAUTAIRES AU SANKURU

3.1. Contexte électoral et socio-politique du Sankuru

Dans la province du Sankuru, les périodes électorales dépassent le cadre ordinaire de l'expression démocratique et apparaissent comme des moments de cristallisation et de réactivation des tensions communautaires latentes. Loin d'être un espace neutre, la campagne électorale fonctionne comme une arène saturée de violences symboliques, où l'identité collective est mobilisée à la fois comme levier d'accès au pouvoir et instrument de disqualification des adversaires.

Les scrutins législatifs de 2011, 2018 et 2023 montrent que la mobilisation électorale reflète des processus identitaires proches de ceux observés par Mwaka Bwenge[21] dans le Nord-Kivu. Les campagnes s'articulent autour des clivages communautaires, avec l'appropriation des territoires et des ressources économiques comme mécanismes de légitimation identitaire et de renforcement du pouvoir des élites locales. Les entretiens sur le terrain révèlent que ces pratiques ne sont pas ponctuelles mais récurrentes, traduisant une conflictualité institutionnalisée qui persiste au-delà des scrutins.

À Lodja, Katako-Kombe et Lusambo, les lignes de clivage identitaires surpassent largement la logique partisane. L'ethnicité, l'appartenance territoriale et les allégeances lignagères structurent le vote, qui devient un réflexe communautaire plutôt qu'un choix civique éclairé. Comme le confie un électeur : « Ici, on ne vote pas pour ce que tu proposes, mais pour qui tu es et d'où tu viens. » Ce glissement du programme vers l'identité

[18] Bouvier et Omassombo, Ibid. ; Mission d'observation électorale du Centre Carter en RDC, *Rapport des élections présidentielles et législatives* du 28 novembre 2011.

[19] Ibidem

[20] H. Keje, « Elections présidentielles 2011 en RDC. Lecture statistique des résultats de la CENI », 2012.

[21] A. Mwaka Bwenge, Conflits, conflictualité et processus identitaires au Nord-Kivu : comprendre l'institutionnalisation des violences, Thèse de doctorat, EHESS/Université de Kinshasa, 2010.

transforme le candidat en incarnation d'un groupe et d'un territoire, instaurant une territorialisation du vote et une politisation des appartenances primaires.

3.2. L'élection comme arène de rivalités symboliques

Le processus électoral sankurois constitue avant tout un théâtre de rivalités symboliques. Deux dynamiques structurent cette arène : l'ethnicisation des candidatures et l'influence des réseaux religieux, coutumiers et diasporiques. Les candidats mobilisent leur ancrage ethno-lignager pour capter un électorat « naturellement favorable », tandis que les réseaux religieux et coutumiers servent à légitimer et diffuser ces stratégies.

Les leaders religieux et coutumiers deviennent des relais de mobilisation et de contrôle, et l'élite sankuroise à Kinshasa agit souvent pour orienter les choix électoraux dans les villages. Cette imbrication des loyautés produit un espace électoral fragmenté, où la compétition démocratique est détournée au profit d'une logique de reconnaissance identitaire et de clientélisme.

3.3. Le vote comme catalyseur de tensions latentes

Les scrutins de 2011, 2018 et 2023 montrent que le vote agit comme révélateur, amplificateur et producteur de tensions communautaires. Dans plusieurs territoires, la campagne électorale se déroule dans des enclaves politico-ethniques, parfois contrôlées par des milices locales. L'appropriation de l'espace électoral par les leaders communautaires transforme la compétition en confrontation frontale entre identités politiques rivales.

Les pratiques observées incluent l'exclusion sociale, l'intimidation, la militarisation des territoires et la privatisation des institutions locales au profit de clients fidèles. Ces logiques de contrôle et de captation clientéliste institutionnalisent la violence électorale et reproduisent les fractures sociales historiques. Le leadership devient une entreprise de gestion des divisions plutôt que de cohésion sociale.

Une analyse diachronique montre que l'intensité de ces pratiques varie selon le niveau de scrutin, les élections législatives nationales suscitant les mobilisations les plus intenses. La violence électorale s'institutionnalise de manière systémique, intégrée durablement à la grammaire politique locale, tout en restant circonstancielle selon les configurations électorales.

3.4. Le rôle du système électoral et la perception d'iniquité

Le système électoral congolais, combinant scrutin majoritaire pour la présidentielle et proportionnel pour les législatives et provinciales, contribue à cristalliser des tensions dans un environnement déjà polarisé. La proportionnelle, censée favoriser la représentativité, est perçue comme un mécanisme biaisé, manipulable par les formations influentes ou les leaders puissants.

Les électeurs considèrent le système comme inéquitable, renforçant le repli identitaire et la sécurisation du vote par appartenance communautaire. Les accusations de fraude et la défiance persistante envers la CENI alimentent ce sentiment d'iniquité structurelle, détournant l'élection de sa fonction de légitimation démocratique vers une logique d'exclusion et de contrôle territorial.

En définitive, au Sankuru, les élections se présentent moins comme des instruments de consolidation démocratique que comme des catalyseurs de conflits identitaires. Les pratiques néo-patrimoniales observées — territorialisation du vote, mobilisation communautaire et clientélisme — révèlent un système où le pouvoir se capte plus qu'il ne se conquiert par le débat programmatique. Toutefois, l'émergence d'acteurs issus de la société civile et de leaders alternatifs suggère la possibilité d'une recomposition du champ politique et d'une réinvention progressive du « politique par le bas », à condition d'un encadrement institutionnel crédible et d'une justice électorale impartiale.

3.5. Clientélisme électoral et fragmentation sociale au Sankuru

Dans la province du Sankuru, le vote ne se limite pas à une expression démocratique, mais devient un instrument de mobilisation et d'instrumentalisation des identités. Les stratégies électorales reposent sur un clientélisme localisé où les promesses de développement, la distribution de dons et les projets d'infrastructures ciblent prioritairement les territoires et lignées favorables. Comme le souligne un jeune chef coutumier de Kole : « Chaque candidat vient avec ses promesses… mais toujours là où il est sûr d'avoir les siens. Les autres, il les ignore ». Ces logiques transforment les campagnes en marchés communautaires, où l'adhésion politique se monnaye et les promesses sont rarement tenues après les scrutins.

L'intensification du discours identitaire pendant les campagnes accentue cette dynamique. Les candidats flattent des sous-ensembles ethno-territoriaux par des récits mémoriels, des stigmatisations et des promesses de revanche symbolique, transformant le vote en instrument de « vengeance » et de redistribution communautaire. Cette instrumentalisation du suffrage fragilise le tissu social : la cohésion communautaire est

affectée, les relations interpersonnelles se dégradent, et les anciennes normes coutumières de solidarité sont marginalisées.

Les conséquences sociales sont profondes : déplacements massifs, violences, exclusions symboliques et ségrégation dans l'accès aux ressources locales. Les anciens pactes de cohabitation pacifique, régulés par les conseils des anciens, sont neutralisés par l'essor d'un leadership électoral centré sur la manipulation des affects collectifs et la compétition identitaire. Les communautés se replient sur elles-mêmes, les interactions sociales sont limitées, et la confiance intercommunautaire s'effrite.

Le « winner-takes-all » exacerbe cette fracture. Les élus, une fois victorieux, s'éloignent souvent de leur circonscription, laissant derrière eux des communautés structurées par des rancunes persistantes et des infrastructures publiques en délabrement avancé. Le suffrage devient alors un instrument de disqualification symbolique et de fragmentation sociale, illustrant comment le clientélisme électoral et l'ethnicisation du vote peuvent transformer la démocratie en vecteur de division, plutôt qu'en mécanisme de régulation politique et de cohésion sociale.

IV. RECOMMANDATIONS POUR UNE REAPPROPRIATION CIVIQUE ET DECONSTRUCTION DES LOYAUTES IDENTITAIRES

Dans un contexte tel que celui du Sankuru, où le vote demeure profondément encastré dans des appartenances primaires – ethniques, claniques et territoriales –, repenser la citoyenneté électorale constitue un enjeu stratégique pour restaurer un espace public fondé sur la délibération rationnelle, la responsabilité civique et la cohabitation pacifique. Cette réappropriation du politique vise non seulement à désenclaver l'imaginaire électoral des logiques identitaires, mais également à reconstruire un ethos civique inclusif, fondé sur l'éducation, le débat public et la participation active des groupes historiquement marginalisés. Trois axes d'intervention se dégagent à cet effet.

4.1. Campagnes d'éducation civique participative et contextualisée

La première étape consiste à sensibiliser et former les citoyens dès le plus jeune âge. L'intégration de programmes d'éducation civique renforcée dans les écoles, les institutions religieuses (paroisses, mosquées, églises de réveil) et les médias communautaires est indispensable pour recentrer le processus électoral sur les valeurs de responsabilité individuelle, de pluralisme et de tolérance.

Ces campagnes doivent être participatives et adaptées aux contextes locaux : utilisation des langues vernaculaires, jeux de rôle, concours de plaidoyer, radios scolaires et causeries populaires. Comme l'indique un enseignant de Lusambo : « Si on leur parle de démocratie en français avec des mots compliqués, ils ne comprennent rien. Il faut leur parler de respect, de paix, de choix. Des choses simples mais profondes. » Cette pédagogie active favorise l'intériorisation des principes civiques et prépare les citoyens à une participation éclairée.

4.2. Structuration du débat électoral autour des projets de société

Pour que la citoyenneté électorale se matérialise pleinement, l'espace public doit favoriser des formes de débat centrées sur les programmes et projets de société, plutôt que sur les origines sociales ou communautaires des candidats. Il est nécessaire de réformer les pratiques médiatiques locales, souvent dominées par la rhétorique identitaire, afin de permettre une évaluation comparative et critique des projets politiques.

La mise en place de plateformes publiques interactives – forums communautaires, radios locales, émissions télévisées et assemblées citoyennes – permet aux citoyens de questionner les candidats sur leurs propositions et d'exercer un contrôle postélectoral. Un animateur de radio communautaire à Katako-Kombe souligne : « Si on laisse seulement les gens parler de leur ethnie, ils ne parleront jamais de routes, d'écoles, ni d'hôpitaux. Il faut changer le ton du débat. » Ces initiatives contribuent à recentrer l'attention sur l'intérêt général et à réduire la polarisation identitaire.

4.3. Inclusion des jeunes, des femmes et de la diaspora dans l'espace politique

La déconstruction des loyautés identitaires passe également par l'élargissement du champ de participation électorale à des acteurs moins enracinés dans les clivages historiques, tels que les jeunes, les femmes et les membres de la diaspora. Ces groupes sont souvent porteurs de logiques innovantes et de projets transcommunautaires.

Des mesures incitatives – quotas de représentation, fonds d'appui, réduction des frais de candidature – doivent faciliter leur accès aux postes électifs et à l'animation d'initiatives de dialogue citoyen. La diaspora peut jouer un rôle stratégique de médiation et de financement, soutenant des candidatures issues de coalitions territoriales diversifiées. Un leader associatif de la jeunesse à Lodja résume ce potentiel : « Nous, les jeunes, on

en a assez des divisions. On veut qu'on parle de développement, pas de querelles de clans. Mais on nous laisse rarement la parole. »

4.4. Vers une citoyenneté repolitisée et inclusive

Repenser la citoyenneté électorale implique donc de repolitiser l'espace public autour d'enjeux communs et de revaloriser la conscience civique comme fondement d'une paix durable. Cette transformation exige un effort coordonné de reconstruction institutionnelle et pédagogique, capable d'orienter les choix électoraux vers l'intérêt général et de réduire la captation identitaire du vote. Le renforcement de la participation, la sensibilisation citoyenne et la création de canaux inclusifs de débat sont autant de leviers pour faire émerger une culture électorale fondée sur le discernement, la responsabilité et la solidarité intercommunautaire.

CONCLUSION

L'analyse des élections au Sankuru révèle que le scrutin, loin de se limiter à une compétition programmatique, constitue un véritable théâtre de la reproduction des logiques néo-patrimoniales et des tensions communautaires historiques. Les dynamiques observées, alliant ethnicisation du vote, clientélisme ciblé et appropriation territoriale du pouvoir, traduisent une politisation des appartenances primaires qui fragilise la cohésion sociale et transforme la citoyenneté en vecteur de loyautés segmentaires. Les scrutins, tout en offrant une vitrine démocratique, deviennent ainsi des instruments de légitimation des élites locales, capables de capter les ressources, de contrôler l'accès au pouvoir et de réactiver d'anciennes fractures identitaires. Toutefois, l'émergence de candidatures issues de la société civile, le rôle potentiel des jeunes, des femmes et des diasporas, ainsi que les initiatives d'éducation civique participative, offrent des pistes de recomposition du champ politique. La lecture politico-sociologique des élections dans le Sankuru permet ainsi de saisir comment les institutions démocratiques coexistent avec des pratiques patrimoniales profondément enracinées. Elle suggère en outre que la pacification de l'espace électoral repose sur la redéfinition de la citoyenneté, la promotion du débat public fondé sur le projet de société et la déconstruction progressive des loyautés identitaires. En somme, le scrutin n'est pas seulement un instrument de désignation des dirigeants, mais un révélateur des tensions sociales et un point nodal de recomposition politique et communautaire.

BIBLIOGRAPHIE

- BAYART, J.-F., *Africa in the World : A History of Extraversion*, *African Affairs*, Vol. 99, n°395, 2000, pp. 217-267.
- BAYART, J.-F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- BERNSTEIN, S., « La diffusion de la démocratie libérale dans le monde au début du XXe siècle », in S. Bernstein (dir.), *La démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998, pp. 375-420.
- BOUVIER, P. & OMASSOMBO, J., « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in S. Marysse & J. Omassombo Tshonda, *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- BOURDIEU, P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.
- DE VILLERS, G. & OMASOMBO TSHONDA, J., *Congo : la transition manquée*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 2005.
- ENGLEBERT, P. & TULL, D., « Postconflict Reconstruction in Africa : Flawed Ideas about Failed States », *International Security*, Vol. 32, n°4, 2008, pp.106-139.
- FUKUYAMA, F., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, traduction française, Paris, Flammarion, 1992.
- GAXIE, D., *La démocratie représentative*, Paris, 2ème édition, Montchrestien, 1996.
- JACQUEMOT, J., *De l'élection à la démocratie en Afrique (1960-2020)*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2019.
- KEJE, H., « Elections présidentielles 2011 en RDC. Lecture statistique des résultats de la CENI », 2012.
- LEMARCHAND, R., *African Kingships in Perspective*, Boulder, Lynne Rienner, 1997.
- LEMARCHAND, R., "Political Clientelism and Ethnicity in Tropical Africa: Competing Solidarities in Nation-building", *The American Political Science Review*, Vol. 66, n°1, 1972, pp. 68-90.
- MAUSS, M., *Essai sur le don*, Paris, PUF, 1925.
- MÉDARD, J.-F., "L'État néo-patrimonial en Afrique noire", in J.-F. Médard (dir.), *États d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.

- MWAKA BWENGE, A., *Conflits, conflictualité et processus identitaires au Nord-Kivu : comprendre l'institutionnalisation des violences*, Thèse de doctorat, EHESS / Université de Kinshasa, 2010.
- NZONGOLA-NTALAJA, G., *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, London, Zed Books, 2002.
- OIF, *Rapport 2024 sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone. Les processus démocratiques dans l'espace francophone*, Direction de la communication, Paris, 2024.
- QUANTIN, P., « Les élections en Afrique : entre rejet et institutionnalisation », Centre d'Étude d'Afrique Noire / I.E.P de Bordeaux.
- REYNTJENS, F., *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996–2006*, Cambridge University Press, 2009.
- ROSANVALLON, P., *La légitimité démocratique*, Paris, Editions du Seuil, 2008.
- TULL, D. & MEHLER, A., « The Hidden Costs of Power-Sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa », *African Affairs*, Vol. 104, n°416, 2005, pp. 375–398.
- VAN DE WALLE, N., *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979–1999*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.